

# Rassemblement de protestation devant la trésorerie de Vico

Les élus de l'interco Spelunca-Liamone et les habitants montent au créneau contre une fermeture programmée pour janvier 2022

Ils étaient près d'une centaine, hier en début d'après-midi, à s'être rassemblés devant la trésorerie de Vico pour protester contre sa fermeture définitive annoncée au 1<sup>er</sup> janvier 2022 : l'intégralité des élus des 33 communes de l'intercommunalité Spelunca-Liamone, soutenus par le député Jean-Jacques Ferrera et la conseillère territoriale Véronique Arrighi. Mais aussi par bon nombre de particuliers aux arguments très pragmatiques : « On y paye des impôts, bien sûr », note Ceccé, « mais c'est plus facile d'être en visuel pour trouver une oreille attentive quand on demande des arrangements. Et quand on a simplement besoin d'un renseignement, on l'obtient facilement. » De son côté, Marie-Do Fulmine contre les boîtes vocales, avec lesquelles on n'arrive jamais à obtenir un interlocuteur. Tous s'accordent à dire qu'ils entendent depuis des années des discours visant à favoriser le rural et développer l'intérieur, et qu'il y a là une occasion de mettre en œuvre les promesses faites aux villageois qu'ils sont.

Des arguments relayés par François Colonna, président de la communauté de communes : « On nous explique gentiment qu'avec la délocalisation, ce sera

beaucoup mieux, mais encore faudrait-il que ça marche, ce qui n'est pas le cas. Fermer une trésorerie n'est qu'un détail pour eux, qui engendrent qui plus est 12 suppressions d'emplois, mais ils (la direction régionale des finances publiques, ndr) n'ont pas conscience de ce qu'est le service public en général, et de l'importance de la trésorerie d'un village en particulier. »

## Passage en force

Matthieu Caillaud, secrétaire départemental du syndicat FO des finances publiques, évoque le piège qui consiste à « faire croire que les Maisons des services peuvent se substituer aux institutions telles que la CPAM, Pôle emploi, la Carsat, ou les services des impôts ». « En réalité, elles n'agissent que comme une boîte aux lettres, et ne sont qu'un intermédiaire supplémentaire entre l'usager et nos services. Aucun agent d'une maison des services n'aura jamais les compétences des collègues formés et spécialisés de la trésorerie, qui sont les mieux placés pour répondre aux questions spécifiques des contribuables », poursuit-il. Enfonçant le clou, il met en cause directement l'administration de vouloir passer en force, accusant Mme Assouline, directrice



La population s'était jointe aux élus devant la trésorerie menacée.

PASCALE CHAUVEAU

régionale des finances publiques, de ne pas respecter la parole du préfet de Corse, ni la volonté des élus locaux.

Le 1<sup>er</sup> décembre, le préfet Le-large a en effet annoncé que la fermeture des trésoreries de Levie et Sainte-Marie Siché, prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2021, était suspendue à la mise en place d'une commission ad hoc chargée de réfléchir à l'implantation des services de l'État dans l'île. « Le 10 décembre, en annonçant clairement que la fermeture était reportée,

au 1<sup>er</sup> septembre 2021, Mme Assouline s'oppose clairement à la décision du préfet, et démontre qu'elle n'entend absolument pas prendre en compte l'avis des élus, malgré la soi-disant concertation qu'elle est censée mener avec eux ; Elle a entamé un bras de fer avec un manque total de respect pour le préfet et les élus du rural », soutient le syndicaliste.

Dans toutes les réflexions, la loi Montagne revient en boucle, pour améliorer l'accessibilité et la qua-

lité des services publics, en reconnaissant le cumul des contraintes de l'île montagnarde. On rappelle aussi l'engagement de l'ancienne préfète Josiane Chevalier, qui avait déjà fait part, par écrit à Gilles Simeoni, de son opposition aux projets de fermetures des trésoreries, par souci d'équilibre et de maillage territorial, et pour défendre le maintien des services publics de proximité en particulier en milieu rural.

Une réunion doit se tenir en préfecture, lundi à 12 h 30. Mais

déjà, l'organisation d'un rassemblement de toutes les intercommunalités concernées devant les locaux de la DGFIP est envisagée. « On a besoin de vous, car la direction n'a qu'une crainte, c'est vous ! » martèle Matthieu Caillaud.

PASCALE CHAUVEAU

Pour mémoire, le rappel du calendrier des fermetures de trésoreries programmées ou déjà effectuées : 2016, Pianina ; 2018, Porto-Vecchio ; 1<sup>er</sup> janvier 2021, Levie et Sainte-Marie Siché, report au 1<sup>er</sup> septembre 2021 ; 1<sup>er</sup> janvier 2022, Bonifacio et de Vico.